



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 257
(Privé)

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal

Présentation

**Présenté par
M. Claude Dauphin
Député de Marquette**

**Éditeur officiel du Québec
1990**

Projet de loi 257

(Privé)

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal

ATTENDU que 26 municipalités de l'Île de Montréal sont parties à une entente intermunicipale datée du 3 décembre 1984, pourvoyant à la création d'une Régie intermunicipale sous la dénomination sociale « Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal », le tout suivant les articles 468 et suivants de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

Que le ministre des Affaires municipales a décrété la constitution de la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal et qu'avis de ce décret a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 25 mai 1985;

Que les municipalités parties à l'entente intermunicipale du 3 décembre 1984 sont celles de Côte Saint-Luc, Anjou, Kirkland, LaSalle, Montréal-Est, Mont-Royal, Outremont, Roxboro, Saint-Léonard, Saint-Laurent, Westmount, Pointe-Claire, Baie-d'Urfé, Sainte-Anne-de-Bellevue, Dollard-des-Ormeaux, Pierrefonds, Verdun, Montréal-Ouest, Senneville, Saint-Pierre, Lachine, Beaconsfield, Sainte-Geneviève, Dorval, Hampstead et Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard;

Que le chapitre 93 des lois de 1988 et le chapitre 101 des lois de 1989 ont accordé certains pouvoirs à cette Régie intermunicipale, ont édicté des règles particulières à son sujet et ont modifié certaines dispositions de l'entente intermunicipale du 3 décembre 1984;

Qu'il y a lieu d'accorder des pouvoirs additionnels à la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal et de modifier l'entente intermunicipale du 3 décembre 1984;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, il faut entendre par:

1° « **municipalité membre** »: une municipalité partie à l'entente intermunicipale;

2° « **déchet** »: un déchet solide au sens du Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, r. 14), tel qu'il se lit à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi;

3° « **déchets municipaux** »: des déchets dont l'enlèvement est effectué par une municipalité membre ou pour son compte;

4° « **déchets para-municipaux** »: des déchets générés sur le territoire d'une municipalité membre, dont l'enlèvement n'est pas effectué par cette municipalité ou pour son compte;

5° « **entente intermunicipale** »: l'entente intermunicipale datée du 3 décembre 1984, aux termes de laquelle le ministre des Affaires municipales a décrété la constitution de la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, y compris ses modifications;

6° « **Régie** »: la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

CHAPITRE I

DÉCHETS MUNICIPAUX ET PARA-MUNICIPAUX

2. Les déchets municipaux d'une municipalité membre et les déchets para-municipaux qui proviennent de son territoire deviennent la propriété exclusive de la Régie dès que cette dernière en accepte la livraison.

SECTION I

DÉCHETS MUNICIPAUX

3. La Régie peut, à l'égard d'une municipalité membre, déterminer parmi les déchets municipaux ceux dont elle entend prendre livraison, prescrire des modalités d'enlèvement, de transport et de livraison à l'égard de ces derniers, définir les conditions et modalités d'acceptation de ceux-ci et désigner pour leur livraison toute installation.

4. Une municipalité membre doit, sur demande de la Régie, livrer aux installations que désigne cette dernière les déchets municipaux déterminés par celle-ci et se conformer aux modalités applicables.

5. Une municipalité membre ne peut accorder ou renouveler un contrat pour l'enlèvement de déchets sans que les modes de collecte et d'élimination de ceux-ci ne soient approuvés par la Régie.

SECTION II

DÉCHETS PARA-MUNICIPAUX

6. La Régie peut, à l'égard d'une municipalité membre, pourvoir au transport, à l'entreposage, au tri, au traitement, au recyclage, à l'élimination ou au dépôt de déchets para-municipaux et prévoir des installations à cet égard.

7. L'accès aux installations de la Régie peut être restreint aux transporteurs de déchets accrédités par cette dernière. Le transporteur accrédité doit, sous peine de révocation de son accréditation, respecter les conditions que la Régie peut prescrire par règlement quant à l'enlèvement, au transport et à la livraison des déchets ou à la tenue de registres appropriés permettant un contrôle de la provenance et de la nature des déchets.

8. Afin de financer les installations et services auxquels elle pourvoit en vertu de la présente section, la Régie peut fixer une quote-part ou autre contribution exigible des municipalités membres. Cette quote-part ou contribution peut être établie en fonction des installations mises à la disposition des générateurs, sur la base du volume ou du poids réels, estimés ou prévus de déchets para-municipaux générés, qu'ils soient livrés ou non à la Régie.

9. Une municipalité membre peut financer une quote-part ou contribution prévue à la présente section au moyen d'une taxe basée sur la valeur foncière ou d'un mode de tarification visé aux articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), y compris une compensation établie en fonction du volume ou du poids réels, estimés ou prévus de déchets para-municipaux produits par chaque générateur sur le territoire de la municipalité.

CHAPITRE II

POUVOIRS ET ADMINISTRATION DE LA RÉGIE

10. En outre des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur les cités et villes, la Régie peut :

1° fixer, selon la méthode qu'elle juge à propos, le tarif des contributions, prix ou droits exigibles des municipalités membres ou d'autres personnes ou catégories de personnes à l'égard du transport, de l'entreposage, du tri, du traitement, du recyclage, de l'élimination ou du dépôt des déchets qu'elle reçoit ;

2° avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales :

a) s'associer à toute personne ou société représentant des intérêts publics ou privés, dans le cadre d'activités relevant de ses objets ;

b) acquérir des actions ou autres titres d'une compagnie dont l'activité principale relève des objets de la Régie, leur est complémentaire ou en est l'accessoire ;

3° avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Environnement, conclure avec une personne, société ou compagnie visée au paragraphe 2° tout contrat relié à l'accomplissement de ses objets sans être tenue de demander des soumissions et ce, malgré les articles 573 et 573.1 de la Loi sur les cités et villes ;

4° malgré les articles 468.37 à 468.39 de la Loi sur les cités et villes, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales, contracter des emprunts afin de pourvoir au paiement des honoraires et autres frais préliminaires liés à la réalisation de ses objets.

11. L'article 1 de l'entente intermunicipale, telle qu'elle se lit à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, est remplacé par le suivant :

« Article 1

Objet de l'entente

1.1 Cette entente a pour objet de pourvoir à la conception, l'implantation, le financement, l'exploitation et le développement de

tout ou partie d'un système de gestion de déchets desservant les municipalités qui y sont parties.

Le système de gestion de déchets faisant l'objet des présentes peut viser l'ensemble des déchets ou porter uniquement sur certains de ceux-ci. Ce système peut desservir, outre les municipalités parties à la présente entente, des municipalités qui ne sont pas liées à cette dernière de même que toute autre personne, selon que la Régie l'estime à propos et aux conditions qu'elle détermine.

1.2 Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « déchet » a le sens prévu au paragraphe 2° de l'article 1 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1990, chapitre, *indiquer ici le numéro de chapitre de la présente loi dans le recueil annuel des lois du Québec de 1990*) et l'expression « système de gestion de déchets » a le sens prévu au paragraphe 12° de l'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), en faisant les adaptations nécessaires. »

12. L'article 7 de cette entente est remplacé par le suivant :

« Article 7

Contribution financière

7.1 Les municipalités parties à la présente entente ont à leur charge toutes les dépenses de la Régie et elles contribuent financièrement à tout déficit de celle-ci de la manière prévue aux paragraphes 7.2 et 7.3, dans la mesure où il n'y est pas déjà pourvu par les revenus que la Régie peut tirer de son activité, y compris le tarif des contributions, prix ou droits qu'elle peut exiger de ces municipalités à l'égard de ses services.

7.2 La contribution financière exigible des municipalités parties à cette entente est fixée par la Régie. Cette contribution est répartie, pour 50 %, proportionnellement aux montants totaux des évaluations foncières imposables respectives des municipalités et, pour 50 %, proportionnellement à leur population totale respective.

7.3 Aux fins du paragraphe 7.2, l'évaluation imposable totale d'une municipalité est celle apparaissant au rôle d'évaluation de cette municipalité tel qu'en vigueur au moment où la contribution est établie. De même, la population totale d'une municipalité est celle indiquée au dernier dénombrement fait à l'égard de cette municipalité et reconnu valide par un décret du gouvernement publié dans la

Gazette officielle du Québec, conformément à la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9). ».

13. L'article 8 de cette entente est remplacé par le suivant :

« Article 8

Durée de l'entente

8.1 La présente entente prend effet à compter du 3 décembre 1984 et est en vigueur pour une période initiale de 31 ans se terminant le 2 décembre 2015. ».

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

14. La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas dans le cadre des travaux effectués en vertu d'un contrat octroyé par la Régie. La Régie n'est pas sujette à l'article 115 du Règlement sur les déchets solides, pris en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

15. L'entente intermunicipale, telle que modifiée par la présente loi, est une entente visée à la sous-section 23 de la Loi sur les cités et villes et peut être modifiée conformément à l'article 468.2 de cette loi.

16. L'article 2 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'île de Montréal (1988, chapitre 93), remplacé par l'article 2 du chapitre 101 des lois de 1989, est abrogé.

17. L'article 6 de cette loi, modifié par l'article 3 du chapitre 101 des lois de 1989, est abrogé.

18. Tous les actes accomplis avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) en vertu d'une disposition législative ou contractuelle remplacée ou abrogée par la présente loi conservent leurs effets s'ils sont encore utiles. Le cas échéant, ils sont réputés avoir été accomplis en vertu de la disposition correspondante de la présente loi ou de l'entente intermunicipale modifiée par celle-ci.

19. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).